

Commission internationale d'enquête pour que justice soit rendue aux victimes des crimes de l'Eglise catholique !

En République d'Irlande, comme partout, il est temps de «séparer les Eglises de l'Etat» !

Le monde entier a appris que des squelettes d'enfants et de nouveau-nés ont été découverts dans une cuve en béton, à côté d'un ancien couvent catholique de la ville de Tuam, dans le comté de Galway, en Irlande. Entre 1925 et 1961, ce lieu a accueilli des jeunes mères célibataires tombées enceintes hors mariage. L'historienne Catherine Corless, en réalisant des recherches sur les archives d'un ancien couvent de Tuam – aujourd'hui reconverti en lotissement – a découvert que 796 enfants avaient été enterrés sans cercueil ni pierre tombale, secrètement par les sœurs du couvent de Bon-Secours.

Cette découverte rappelle un autre scandale impliquant également des mères célibataires. Entre 1922 et 1996, plus de 10.000 jeunes filles et femmes avaient travaillé gratuitement dans des blanchisseries exploitées commercialement par des religieuses catholiques en Irlande. Les pensionnaires, surnommées les «*Magdalene Sisters*», étaient des filles tombées enceintes hors mariage ou qui avaient un comportement jugé immoral dans ce pays régi par la Doctrine sociale de l'Eglise catholique et son principe de subsidiarité, notamment depuis la Constitution de 1937, rédigée par le Taoiseach Eamon De Valera (*Fianna Fáil*) sous les auspices de Mgr John Charles McQuaid, futur archevêque de Dublin.

Malnutrition, pneumonie, tuberculose et sans doute maltraitance, les raisons de leur mort ne manquent pas. Un rapport des services de santé, datant de 1944, retrouvé par Catherine Corless, évoque un taux de mortalité infantile quatre à cinq fois plus élevé dans le couvent de Tuam, où ont été retrouvés les squelettes, que dans la population. Le document évoque aussi des enfants décharnés.

70 ans plus tard, un citoyen, William Joseph Dolan, proche d'un enfant ayant vécu dans cette institution, a déposé une plainte afin de comprendre ce qui s'est passé à l'époque.

Et les enfants de Tuam ne seraient pas les seuls à avoir disparu dans les couvents irlandais. *The Irish News* rappelle que diverses associations militent depuis plusieurs années pour qu'une enquête soit ouverte à ce sujet. Au total, 4 000 enfants auraient été enterrés à la hâte dans des fosses communes aux abords des dix couvents qui ont accueilli environ 35 000 femmes jusque dans les années 1960 en Irlande.

«*Ces révélations sont choquantes et rappellent à l'Irlande une période sombre de son histoire*», a réagi Charlie Flanagan, ministre **chargé de l'enfance et de la jeunesse du gouvernement** de coalition *Fine Gael-Labour* à Dublin, qui réclame l'ouverture d'une enquête à laquelle l'Eglise se dit «*prête à participer*».

L'Eglise n'a pas changé : ériger un mémorial, travailler la compassion et le «détail» pour minimiser l'ensemble et protéger ses prébendes.

D'ailleurs, Mgr Michael Neary, archevêque catholique de Tuam, a d'ores déjà déclaré que «*l'Eglise ne savait rien de ce qui se passait dans ces couvents*»...

Le quotidien mancupien *The Guardian*, en date du 4 juin 2014, conclut en interrogeant : «*Les pratiques des sœurs du couvent de Tuam étaient-elles isolées ? Sinon, combien de morts dans chacun des couvents irlandais ? Quels étaient leurs noms ? Où sont les tombes ?*»

Le Bureau Européen de Coordination de la Libre Pensée tient à rappeler les faits suivants :

- Le 9 novembre 2005, Liz O'Donnell, députée *Progressive Democrats* de la circonscription de Dublin-South, prenait la parole au Dáil Éireann (parlement) au sujet du rapport sur les événements survenus dans le diocèse de Ferns, dans le comté de Wexford. Une commission d'enquête indépendante ayant dénoncé les abus sexuels commis par des prêtres entre 1960 et 1980, dans un rapport réalisé par trois juges : «*Les victimes ont subi non seulement la forme la plus abjecte d'abus sexuels, physiques et psychologiques de la part de membres du clergé, mais aussi du silence de la trahison, de l'inertie de la part de l'Eglise qui a placé la protection des plus faibles en deçà de ses propres priorités : se protéger eux mêmes, protéger l'Eglise, la protection des enfants venant loin après. (...)*

Cependant, ce rapport est une référence dans un autre domaine. Il changera pour toujours la relation spéciale qui a existé, des décennies durant, entre l'Eglise et l'Etat. (...) Ce nouveau départ ne peut avoir lieu sans que les vieilles relations cessent. La déférence tenace et attendue qui était la base des relations entre l'Etat et l'Eglise catholique avec une extrême influence en termes de résultats doit cesser absolument. Et seulement alors l'Etat pourra légiférer comme il se doit.»

- Le 18 juillet 2010, Ivana Bacik, sénateur du *Labour Party* irlandais, déclarait à son tour : «*Le moment est venu d'une campagne pour une constitution laïque qui représentait le caractère pluraliste de la société*»

- Le 20 juillet 2011, devant le Dáil Éireann, le Taoiseach Enda Kenny, Premier ministre de la République d'Irlande et dirigeant du parti *Fine Gael*, fondé en 1933 et historiquement lié à la doctrine sociale de l'Eglise, prononçait un discours après un rapport accablant sur le diocèse catholique de Cloyne (comté de Cork) mené par une Commission d'investigation : «*Heureusement pour nous, nous ne sommes pas à Rome. Ni dans l'Irlande des centres d'apprentissage ou des blanchisseries de Magdalene, où le bruissement d'une soutane suffisait à étouffer la conscience et l'humanité et l'oscillation de l'encensoir dirigeait le monde Irlando-catholique. Nous sommes dans la République d'Irlande de 2011. Une République de droit... de droits et de devoirs, avec son ordre public propre...où la délinquance et l'arrogance d'une certaine version... d'une certaine sorte de «moralité» ne sera plus tolérée ou ignorée à l'avenir.»*

Le **Bureau Européen de Coordination de la Libre Pensée**, qui rassemble des associations se situant dans un cadre large d'activités se référant à la Libre Pensée et à l'athéisme (*lutte pour la séparation des Églises et de l'État, refus des dogmes, émancipation intégrale de l'Humanité, pacifisme, etc....*), est indépendant de toute structure institutionnelle, étatique ou supranationale.

Il porte à la connaissance de l'opinion laïque que lors du IVème congrès mondial de l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP) qui se tiendra à Londres (Conway Hall), le lundi 11 août 2014, Keith Porteus Wood, l'un des porte parole de l'AILP, et Directeur exécutif de la NSS de Grande-Bretagne rapportera sur ces questions, pour une

**Commission internationale d'enquête pour que justice soit rendue aux victimes
des crimes de l'Eglise catholique !**

**En République d'Irlande, comme partout, il est temps de
«séparer les Eglises de l'Etat» !**

Paris, Londres, le 28/04/2014